

Déclaration liminaire des élus Force Ouvrière

Monsieur le Président,

Le gouvernement persiste à mener une politique d'austérité dont les effets dévastateurs pèsent lourdement sur les salariés et sur les recettes fiscales et sociales. Ainsi, dans le cadre du pacte de responsabilité, et afin de donner des gages aux marchés financiers et au patronat dont les exigences n'ont plus de limites, le gouvernement prévoit 1,4 milliard d'économies sur la masse salariale des fonctionnaires. Le syndicat FO dénonce le pacte de responsabilité et en demande l'abrogation.

Politique d'austérité oblige, le gel de la valeur du point d'indice est confirmé jusqu'en 2017 pendant que les volumes de promotions catégorielles pourraient être à nouveau réduits de 50 %. Dans ce contexte, la Direction Générale des Finances Publiques a osé profiter de l'harmonisation des régimes indemnitaires pour diminuer la rémunération de certains de ses agents.

Parallèlement, la Ministre de la Fonction publique lance une « négociation » intitulée « Avenir de la Fonction publique » dont l'objectif est de substituer aux statuts particuliers un statut « trans-fonction publique » et permettre la mobilité forcée des fonctionnaires (État, Territoriaux et hospitaliers). Force Ouvrière condamne et rejette d'ores et déjà cette logique, dangereuse pour le Service Public républicain.

À la DGFIP, de restrictions budgétaires en réductions d'emplois, les postes et services sont aujourd'hui au bord de l'implosion alors que la charge de travail augmente partout et que les attentes des usagers n'ont jamais été aussi fortes. Dans un contexte exacerbé de « ras-le-bol fiscal », les personnels subissent chaque jour insultes, sarcasmes et quolibets de la part de certains contribuables et usagers exaspérés. Ces dernières semaines, des actes de destruction répétés contre des Centres des Finances Publiques témoignent de la gravité de la situation.

Comme seule réponse, la Direction Générale propose une diminution des plages d'ouverture au public. Une telle décision ne résoudrait en rien les problèmes de conditions de travail. Elle aboutirait au contraire à concentrer les problèmes sur un laps de temps plus réduit en allongeant les files d'attente, en exaspérant encore plus les usagers et en dégradant davantage les conditions de travail. En prenant comme prétexte l'amélioration des conditions de travail, la Direction Générale n'a d'autre but que de réduire le service public et de justifier également les fermetures et les regroupements de services conformément aux orientations de la démarche stratégique. Elle ne cache plus que son objectif est la suppression de 850 postes à l'horizon 2018. F.O refuse catégoriquement toutes ces suppressions qui vont réorganiser le réseau des postes comptables au détriment du maillage territorial.

Concernant l'ordre du jour, FO constate d'année en année la baisse importante des potentialités offertes pour le département, alors que la fusion aurait du engendrer l'effet inverse. Force est de constater est qu'il n'en n'est rien, et que beaucoup de collègues dont les mérites et les qualités sont reconnues restent toujours classés dans la catégorie « à revoir ». Cela est particulièrement flagrant pour les agents qui atteignent 60 ans, et qui ne comprennent pas ce classement en « à revoir » ; alors que leurs dossiers sont d'excellentes factures. Dans le cadre de leur examen en CAPL, nous espérons que la direction sera particulièrement attentive à ces dossiers pour qui le temps est compté pour espérer une promotion rapide.

Les élus FO-DGFIP.